

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 55 (1963)
Heft: 4

Artikel: Droit à la culture pour les travailleurs
Autor: Ischer, Adolphe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385277>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel: «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

55^e année

Avril 1963

N° 4

Droit à la culture pour les travailleurs

Par *Adolphe Ischer*, docteur ès sciences

Avant-propos

Il est trop facile de lutter contre le progrès social en entretenant, dans l'esprit du citoyen et surtout de celui qui ne s'intéresse pas à la politique, une grave confusion entre les aspirations sociales et le matérialisme. Celui à qui la structure actuelle de la société permet de se cultiver, en partie grâce au labeur des autres, ne comprend pas toujours qu'il jouit d'un privilège ancestral. Privilège qui a permis, à travers toute l'histoire, aux « élites » intellectuelles et artistes, de produire les chefs-d'œuvre que nous admirons, mais au prix des sacrifices des esclaves, puis des serfs, puis des humbles, puis, au siècle passé, du prolétariat.

Ces temps sont révolus, fatalement révolus. L'évolution technique (qui devient de plus en plus une révolution technique), cette étonnante transformation du milieu où vit l'homme moderne, justifie non seulement les grands principes de la révolution politique, mais les commande impérativement. Elle va plus loin: véritable changement de structure de notre civilisation et de notre culture, elle appelle une transformation de l'enseignement, elle propose un nouvel humanisme. Car l'incomparable bénéfice de la mécanisation, bientôt de l'automation, doit profiter à l'homme, c'est-à-dire à l'ensemble de tous les hommes. Théoriciens, sociologues et politiciens se sont occupés, jusqu'ici, du travail; il faut que soit résolu, maintenant, le problème de la culture et des loisirs.

Après avoir obtenu, pour l'ouvrier, des avantages matériels qui lui assurent une existence à peu près décente, les syndicats, les coopératives, le mouvement politique de gauche endossent actuellement une grave responsabilité: celle d'offrir aux travailleurs, délivrés des soucis les plus immédiats, une vie digne d'être vécue, en démocratisant la culture, en la rendant accessible à tous, en invitant chacun à ce perfectionnement personnel qui en fera un être complet.

Non! la société que nous forgerons, quoi qu'on en dise, ne sera point matérialiste! C'est la société actuelle qui conduit au matérialisme! Car elle continue de diviser l'humanité en deux classes: l'une, privilégiée, qui peut puiser aux sources de la culture et de l'humanisme; l'autre, à peine contentée dans ses besoins matériels, vouée à ce travail de plus en plus cloisonné et spécialisé, à ce « travail en miettes » de moins en moins intéressant. Certes, le travail ainsi écourté va donner des loisirs à l'ouvrier. Mais, s'il n'est éduqué, s'il n'est pas porteur d'une parcelle de cet humanisme que nous définirons, il deviendra la victime des formes les plus basses de l'« industrie des loisirs » qui est une manifestation nouvelle de l'exploitation capitaliste.

1. Le milieu technique

Il faut insister sur l'extraordinaire bouleversement scientifique actuel. On assiste à la disparition du milieu naturel où vivaient à leur rythme des paysans, des artisans, des ouvriers s'aidant de leurs outils, responsables d'un résultat tangible, fiers de l'obtenir! On assiste à l'apparition et à l'implantation toujours plus envahissante d'un milieu technique où l'ouvrier, concentré dans les régions urbaines, asservi au rythme de la machine, réduit à ne plus faire que quelques gestes, toujours les mêmes, a passé du travail à motif intrinsèque (qui porte en soi son intérêt) au travail à motif extrinsèque (sans intérêt en soi, justifié seulement par le salaire qu'il rapporte).

Taylorisation toujours plus poussée, rendement sans cesse accru par l'automatisation, bruit abrutissant, perspective d'une automation génératrice de chômage, voilà le climat psychologique de l'actuel travail humain. « Tu gagneras ton pain dans la tristesse et l'ennui », s'écrie le sociologue Friedmann.

L'homme devait se servir de la machine, mais l'homme sert la machine!

Aux machines dépendantes utilisées par les ouvriers qualifiés se sont ajoutées les machines semi-automatiques servies en groupe par des manœuvres spécialisés, puis des machines automatiques surveillées par quelques manœuvres; il s'y ajoutera bientôt des machines électroniques contrôlées par des techniciens et des ingénieurs.

La main-d'œuvre libérée par cette évolution est occupée dans des métiers dont l'importance va croissant: inventeurs, constructeurs, dessinateurs, réparateurs, reviseurs. Une partie des travailleurs vont obligatoirement passer au secteur tertiaire (voir plus loin), où les qualités de contact humain sont primordiales: bureaux d'entreprise,

représentation et service à la clientèle, ce nouveau type de métier, caractéristique du XX^e siècle.

Peut-on prévoir les conséquences de cette évolution toujours plus accélérée, de cette « fuite en avant » ?

« La seule chose certaine, dit Fourastié, c'est qu'on fera demain autre chose qu'aujourd'hui. » Le reclassement de la main-d'œuvre libérée par le machinisme, la réadaptation des ouvriers licenciés par le progrès posent des problèmes dont l'incidence pédagogique n'a pas échappé aux sociologues et aux éducateurs, comme on le verra plus loin. Déjà maintenant, dans nombre de bureaux et d'ateliers, la hiérarchie des valeurs humaines est retournée. C'est ceux qui ont, l'âge aidant, le plus d'expérience qui en savent le moins. Et c'est les jeunes, formés aux techniques modernes, qui assument les plus grandes responsabilités, qui initient à l'occasion leurs aînés au fonctionnement de certains appareils...

Nous avons prononcé le mot de secteur tertiaire. Il est utile que les lecteurs connaissent l'évolution contemporaine dans la structure des métiers, et leur classification, telle qu'elle résulte de l'analyse de Fourastié et de Jaccard.

Les activités humaines se divisent en trois secteurs :

- Le secteur primaire, qui comprend tous les travailleurs exploitant directement les ressources de la nature : paysans, mineurs, bûcherons, pêcheurs.
- Le secteur secondaire groupe les hommes qui transforment ces matières premières : c'est le secteur de l'artisanat et de l'industrie.
- Le secteur tertiaire réunit les autres travailleurs : employés de bureau, fonctionnaires, transports, services publics, enseignants, médecins, juristes, savants, artistes, pasteurs ainsi que le groupe toujours plus nombreux des métiers commerciaux, du vendeur au voyageur de commerce, au représentant (service à la clientèle), aux métiers attachés au tourisme.

Cette répartition a évolué fortement depuis un siècle, sous la pression du progrès technique et scientifique. Il y a cent ans, le secteur primaire était le plus important, le secteur secondaire, à cause de l'industrialisation, se développait d'année en année et le secteur tertiaire était très réduit. Actuellement, le secteur primaire diminue fortement d'importance ; pour « tenir » économiquement, un pays de l'Europe occidentale ne devrait pas compter plus de 12% de paysans. Le secteur secondaire, prolétarien, diminue à cause du machinisme et de l'automation. Le secteur tertiaire absorbera fatalement le surplus de la main-d'œuvre des autres secteurs.

D'où, pour le sociologue Jaccard, deux indications d'ordre pédagogique : étendre la culture générale le plus longtemps possible et

au plus grand nombre d'enfants possible et leur donner un apprentissage, puisque le métier de manœuvre, remplacé par la machine, va disparaître.

Si elle est bien dirigée (et les organisations politiques, syndicales et coopératives, partout, doivent s'y employer), l'évolution dont nous venons de parler est somme toute positive. Elle consacre la vérité du postulat de base du socialisme, l'émancipation de la classe ouvrière; elle se marquera par une proportion extrêmement forte des « cadres » et des métiers libres; elle se marquera aussi, quand les hommes auront compris que la machine leur distribue des loisirs, par une vie plus riche et plus heureuse, en un mot par une existence vraiment humaine.

A une condition cependant: c'est que l'avenir soit préparé par un intense effort éducatif; c'est que l'adulte actuel, que l'enfant, cet adulte futur, soient munis du supplément d'âme dont parle Bergson; c'est que chacun soit mis en état de profiter des temps nouveaux. En bref, l'avenir dépend de la promotion de l'individu à la personne.

C'est affaire d'éducation, d'une éducation qui dépasserait, tout en la contenant, l'instruction; d'une éducation qui, comme le voulait déjà Pestalozzi, soit tout à la fois celle de l'esprit, du cœur et de la main.

Une culture adaptée à la civilisation technique, un nouvel humanisme doivent naître.

2. Vers un nouvel humanisme

Ces deux grands mots, culture, humanisme, si souvent galvaudés, employés à toute sauce, méritent d'être clairement définis.

Il est difficile de définir la culture. « Se dit des arts, des sciences, des lettres, des productions de l'esprit. » (Petit Larousse.) Cette énonciation évoque immédiatement un danger de confusion entre les connaissances et la culture, confusion inconsciemment entretenue par le peuple, plus consciemment par les « élites » de tous les temps qui se veulent cultivées alors qu'elles ne sont quelquefois qu'instruites. Souvenons-nous de la boutade d'Edouard Herriot: « La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié », et convenons qu'elle contient une part de vérité. N'exagérons rien d'ailleurs; les vrais savants sont en général des hommes de haute culture!

N'oublions pas non plus, car cela est très important au point de vue pédagogique, que la culture s'oppose à la spécialisation; toute spécialisation trop précoce ou trop poussée se fait au détriment de la culture. La conséquence, c'est que la culture s'oppose à la profession dans la mesure où cette dernière est spécialisation. Enfin, une confusion très générale et regrettable se dessine entre culture

et activité de loisirs: un dada (« hobby ») personnel n'est pas forcément culturel.

La culture: enrichissement spirituel, donc pas seulement intellectuel, de l'homme. Tout doit y concourir: la lecture, la réflexion, la méditation, la discussion, le débat, l'interview; les conférences, les spectacles, les concerts, le cinéma, les moyens audio-visuels familiaux, les musées, les expositions; les excursions, les visites artisanales et industrielles ou attachées aux administrations et aux services publics; les voyages, qu'ils aient pour but les sites naturels ou les lieux chargés d'histoire ou les réalisations de l'économie moderne.

Par la voie de la culture, l'homme atteindra à l'humanisme.

Il est également difficile de définir l'humanisme. « C'est, dit Jeanne Hersch, le souci de l'homme primant tous les autres soucis. » Déjà Térérence, il y a plus de deux mille ans, déclarait: « Je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger. » « Seules peuvent se réclamer de l'humanisme, écrit Chautems, une pensée et une action totalement, sans restriction, au service de l'homme et lui garantissant une absolue liberté avec tous les risques que cette liberté comporte. » « L'humanisme, affirme Thévenaz, se passe de tout qualificatif »; il n'y a pas un humanisme chrétien, un humanisme marxiste.

Or, jusqu'à ce siècle, l'humanisme sous-entendait un qualificatif: il était « classique », synonyme d'études gréco-latines. En 1938, enfin, L. Meylan, dans cet admirable ouvrage intitulé *Les Humanités et la Personne*, démontre que non seulement les lettres, mais toutes les branches d'enseignement secondaire supérieur concourent à l'humanisme; l'œuvre de Meylan sanctionne heureusement l'élargissement tant souhaité de la notion d'humanisme, jusqu'alors si étriquée et réservée aux fils de bonne famille!

Tant les bourgeois que les socialistes se réclament d'un idéal de progrès. Mais ils diffèrent quant aux voies à suivre. Les bourgeois mettent l'accent sur le perfectionnement individuel, oubliant qu'il est freiné, rendu impossible pour la majorité des hommes, dans une société capitaliste. Les socialistes mettent leurs espoirs en une organisation meilleure de la société, oubliant parfois que la culture, facteur du progrès humain, est affaire personnelle!

Une dernière citation, véritable manifeste de l'humanisme! « Bien des moyens devront concourir à cette fin – l'établissement d'une société universelle fondée sur la justice égale à l'intérieur des nations, sur la paix égale entre les peuples – mais aucun socialiste digne de ce grand nom n'a jamais pensé qu'elle pût être atteinte sans un perfectionnement, un enrichissement, un approfondissement de la personne humaine, sans une propagation et une extension continues de l'esprit de discipline et de sacrifice. » (L. Blum.)

Vers un nouvel humanisme, tel est le titre des paragraphes qui précèdent. Vœu platonique, tant qu'il n'y aura pas une solide édu-

cation à la culture. Quand doit-elle se faire et sous quelle forme, c'est ce que nous allons voir...

3. Les conditions nécessaires

Tout enseignement se devrait, dans la plus grande mesure possible, d'être culturel, d'être pourvoyeur d'humanisme.

Mais nous avons reconnu une antinomie, une opposition grave, entre la culture et la spécialisation, entre la culture et l'activité professionnelle. Par conséquent, l'enseignement professionnel sera malaisément culturel puisqu'il conduit à une profession, à un secteur étroit de l'activité humaine.

Rappeler que les jeunes gens, sauf ceux qui continuent leurs études, entrent sans transition dans la vie active, à 15 ans, ce n'est pas un truisme, c'est une constatation lourde de conséquences... Si nous ne voulons pas que se perpétue cette distinction entre les jeunes gens aux études, qui peuvent se cultiver, et les apprentis, qui n'auront plus guère qu'un enseignement gestuel, il nous faut exiger à tout prix que l'enseignement obligatoire (jusqu'à 15 ans) apporte la flamme de l'humanisme aux jeunes et que les écoles professionnelles cherchent, en dépit des difficultés, à l'alimenter.

a) L'école primaire

L'école doit donner sa chance à tout le monde. Vérité que toutes les chartes scolaires, de tous les pays, proclament. Mais seule la Commission Langevin, en France, à la Libération, a tiré de cette déclaration du droit de l'enfant à l'apprentissage et aux études, la suite logique qu'elle suppose: « *Donc, pour tous, à la base, au départ, afin de permettre la sélection, une identité de culture et d'enseignement, un tronc commun* » et a obtenu sa réalisation par la création des classes d'option (classes nouvelles de l'enseignement secondaire inférieur). Hélas, les soucis financiers de la France, les vicissitudes de sa politique ont fait pâlir ce beau foyer de réforme dont il ne reste plus que quelques classes-pilotes.

Un tronc commun, l'image est belle... tronc solidement implanté dans le sol du passé, richement nourri de toute la sève des connaissances et des arts; au haut du tronc (années d'option) se dessinent des renflements qui annoncent la naissance des branches professionnelles; puis les branches prennent naissance, bien individualisées; plus haut, elles se divisent (spécialisation) en branches secondaires. Quant aux fines ramilles terminales (épanouissement des métiers), elles sont en contact les unes avec les autres, tant il est vrai que l'architecte et le menuisier, par exemple, séparés par les années d'apprentissage, vont se retrouver sur le terrain du travail humain.

Qu'importe la dénomination du tronc commun: école primaire ou, comme en Suisse allemande, école primaire puis école secondaire! Il doit recouvrir une bonne partie de la scolarité obligatoire, être émondé de toute apparition prématurée des branches, permettre, dans ses classes terminales, l'observation des gosses, leur sélection et leur option vers leurs divers avènements.

Dans la plupart de nos cantons suisses, la réforme de l'enseignement secondaire est à l'ordre du jour; partout, les groupes d'études, les associations professionnelles et les commissions législatives doivent se prononcer contre une orientation prématurée et pour un cycle d'option. La lutte sera difficile, car les responsables du secondaire veulent conserver, au détriment du tronc commun et sans cycle d'option, une orientation prématurée vers les études classiques ou scientifiques. La structure fédéraliste de la Suisse reste d'ailleurs un obstacle au progrès scolaire. Toute réforme sérieuse devrait tenir compte du « nomadisme contemporain », qui fait que tant de familles, souvent chargées d'enfants, passent d'un canton à l'autre.

Nécessité d'accorder les plans d'études et les programmes afin que ces enfants n'aient plus, chaque fois, à se réadapter! La Société pédagogique romande s'est occupée de ce problème, qui a fait l'objet du congrès de Bienne, en 1962. Elle a adopté les conclusions du solide rapport d'équipe « Vers l'école romande » présenté par J.-P. Rochat.

L'humanisme à l'école primaire? Utopie! vont s'écrier les intéressés, ceux qui connaissent le contenu déjà excessif des programmes, le faible rendement mnémonique du travail scolaire, les exigences du passage vers l'école moyenne. Que de commissions se sont, partout, penchées sur les programmes trop vastes avec l'espoir initial de les réduire et n'ont fait que les enfler! Commissions formées de spécialistes dont chacun considère que sa spécialité est la discipline maîtresse de l'école!

Le salut ne viendra ni des maîtres, ni des directeurs, ni des inspecteurs. Le salut viendra de l'extérieur, de la vox populi, de la presse, du législatif si nos mandataires, dans les conseils, le veulent bien.

Car, pour introduire la culture à l'école primaire, il faut débarrasser cette institution millénaire de son poids de traditions archaïques. Il faut bien qu'ici j'esquisse à grands traits la réforme nécessaire. Qu'on ne voie pas, dans les lignes qui suivent, une attitude de dénigrement, de perfides attaques contre mes collègues de l'enseignement primaire; dans le cadre actuel, ils font ce qu'ils peuvent et en toute conscience.

L'école, forgée par une très longue tradition, n'a pas encore compris le sens profond de l'invention de l'imprimerie par Gutenberg; elle a conservé un verbalisme médiéval; on pourrait la qualifier,

cette école, d'épigénique: son contenu, qui varie et se modernise, épouse une forme qui, toute respectable qu'elle soit, se révèle souvent désuète. L'école n'a tiré que partiellement parti des principes de la Révolution française et du mouvement d'émancipation qui a suivi. Et, surtout, elle n'a pas profité assez, ces dernières décennies, des connaissances actuelles de la psychologie infantine.

Voyons, concrètement, quelques exemples à l'appui de notre thèse:

En arithmétique, L. Pauli, dans un rapport à l'UNESCO, constate que les programmes ne tiennent pas compte du développement mental des enfants. Dans tel canton suisse, on justifie empiriquement un programme de 1^{re} année qui comprend les nombres 1 à 10; dans tel autre, avec les mêmes arguments, un programme qui va de 1 à 100!

Que de rameaux gourmands en arithmétique, que d'heures perdues... Les plus grands de nos gosses sont appelés à résoudre des problèmes de mélange qui conduiraient les adultes tout droit au tribunal! Ils passent des centaines d'heures, comme s'ils étaient tous censés devenir des capitalistes, à calculer des intérêts, des capitaux, des taux et des temps par des méthodes qui ne sont plus celles de nos établissements bancaires; calculs qui ne leur permettront même pas, plus tard, de contrôler leurs modestes carnets d'épargne ou d'évaluer la valeur de capitalisation de leurs polices d'assurance-vie! Les problèmes de l'arithmétique scolaire restent abstraits, coupés de la vie, influencés par un sociologisme inconscient. L. Pauli remarque avec pertinence que, au lieu d'en résoudre des milliers, on ferait mieux de les classer, de remarquer qu'ils se bornent à une douzaine de types; et, à chaque occasion, d'évaluer d'avance l'ordre de grandeur du résultat cherché; et d'éviter les décimales fallacieuses et les interminables multiplications et divisions. C'est de calcul mental qu'auront surtout besoin les générations futures: la machine se chargera des opérations écrites...

Gymnastique intellectuelle, rétorqueront les intéressés. Admirons que cette même gymnastique intellectuelle soit invoquée pour la défense du latin et des chinoïseries de la grammaire... Et concluons: l'étude de la nature, l'apprentissage des lois simples, si actuelles, de la mécanique, les calculs sur les unités électriques, l'étude de la géométrie, sacrifiée par la prolifération des chapitres de l'arithmétique, n'auraient-ils pas une valeur de gymnastique intellectuelle?

Passons à la langue maternelle. Sous prétexte d'élocution, dans nos classes, que de babil inutile, non corrigé! En composition, que de sujets trop généraux, vides, sans motivation! La rédaction scolaire répond trop rarement à cette double exigence qu'a posée E.-A. Niklaus dans son enseignement à l'Ecole normale de Neuchâtel: « Il faut que l'enfant ait quelque chose à dire et quelqu'un à qui le dire. » Dans les cantons de langue française, le problème de l'orthographe d'usage, confondu malheureusement avec celui du vocabulaire, pourrait être résolu économiquement grâce à de nouveaux outils, par exemple la liste du français fondamental de Gougenheim ou celle de Pirenne. Que de temps perdu à mémoriser, sans grand succès, l'orthographe des mots rares, ceux que nous adultes, à notre table de travail, nous vérifions au moyen d'un dictionnaire! Et que de subtilités grammaticales, qui font la joie des puristes, encore enseignées à l'école primaire, oubliées ensuite.

Quant à l'organisation de l'école, elle est susceptible de nombreuses améliorations: l'enseignement aurait combien plus d'efficacité s'il se doublait d'une

planification des acquisitions, de répétitions systématiques et d'un contrôle scientifique (test pédagogique).

Notons que pour y arriver il est nécessaire que la coupure des vacances se fasse entre deux classes successives et que les « rentrées » aient lieu en automne. Or, dans quelques cantons suisses (ainsi qu'en Allemagne fédérale, au Liechtenstein et au Japon, seuls pays du monde où subsiste cette bizarre coutume), l'année scolaire débute au printemps. En conséquence, on continuera d'enseigner pendant dix mois, coupés par les grandes vacances, des notions qui seront « répétées » (je devrais dire réappries) le onzième.

Utopie qu'un humanisme primaire? Non! Quand la forêt des programmes sera débarrassée de ses broussailles, quand des didactiques scientifiques, respectant les âges psychologiques définis par Piaget, remplaceront l'empirisme actuel, quand, par une planification heureuse, chaque période d'acquisition sera sanctionnée par une épreuve étalonnée de contrôle, quand sera véritablement respecté un programme formel, dissocié du programme de culture, quand, par un effort d'individualisation, pour les branches essentielles, les progrès de chaque enfant seront consignés sur une fiche ad hoc, alors, en vérité, il y aura place pour la culture, on pourra parler d'humanisme scolaire. On aura taylorisé l'instruction pour valoriser l'éducation.

Quel sera le contenu culturel d'un enseignement primaire?

L'école retrouvera la nature, développera la curiosité native de l'enfant par une observation aiguë de la nature, lui apprendra non seulement à voir, mais à admirer. L'école n'oubliera pas l'homme; le « petit homme » sera intéressé aux métiers des grands, à leurs réalisations techniques; les fenêtres de la classe seront ouvertes sur le monde extérieur; l'information, l'interview seront érigées au rang des techniques scolaires. En notre siècle de l'image et des voyages, nos enfants, à 12 ans, ont souvent vu plus de choses que leurs aînés à 40 ans; la géographie, cette science totale de la nature et de l'homme, sera réhabilitée, deviendra une des bases de l'enseignement.

Oui, mais sera-ce au détriment du calcul et de la langue, ces deux disciplines principales de la formation primaire? Nous l'avons vu plus haut, il n'est pas question de les sacrifier, mais de les vivifier. Ces disciplines resteront les deux piliers du temple scolaire. Decroly remarque d'ailleurs finement que l'observation conduit à la mesure, et la mesure au calcul... et Freinet que toute leçon doit contribuer au langage oral et à l'expression écrite. Tout est langue française chez nous, tout est allemand outre-Sarine. Et ce français et cet allemand-là, vivants et motivés, auront une efficacité beaucoup plus forte, auront vertu d'humanisme, ayant plus qu'une enveloppe formelle, ayant un contenu humain.

Ce sera un des étonnements des siècles futurs que de constater qu'en celui-ci l'école n'apprenait à lire que pour apprendre à lire,

n'apprenait guère à entendre ni à voir, confondait dans tous ces secteurs le mécanisme et le but; ou, plutôt, oubliait le but.

Pourquoi notre jeunesse, à part celle qui est destinée aux études, serait-elle frustrée d'une initiation aux beaux-arts, à la musique, au théâtre, au cinéma? Nous nous plaignons du peu d'intérêt que nos contemporains manifestent pour l'art, pour les créations les plus authentiques de l'esprit humain. L'école les a-t-elle préparés à en jouir, à les apprécier à leur valeur? Autrefois, un esthète devait se rendre à Rome pour admirer le *Moïse* de Michel-Ange; à Madrid, au Prado, pour voir les *Ménines* de Velasquez; à Amsterdam, pour contempler la *Ronde de Nuit* de Rembrandt. Aujourd'hui, ces chefs-d'œuvre, popularisés par la reproduction, sont à la disposition de tous. L'école serait infidèle à sa vocation humaniste si elle n'en profitait pas.

Enfin, aspect majeur d'une évolution nécessaire si l'on veut que le monde libre subsiste, l'école primaire deviendra un milieu formateur du caractère. Les « enfants sages », idéal périmé... Les enfants sages donnent des adultes soumis, jouets des puissances d'argent, trop facilement influencés par les mots d'ordre de la presse et des partis politiques. La démocratie n'a que faire d'individus sans relief, elle exige l'adhésion réfléchie des « personnes ». La vie actuelle demande plus de jugement, plus de réflexion, plus de décisions personnelles pour résister aux persuasions, aux influences, aux mouvements grégaires. Il faut former des hommes capables de s'adapter non point aux conditions présentes, mais au monde de demain, que nous ne connaissons pas, capables aussi de transformer ce monde pour le faire servir aux plus hautes aspirations humaines.

Dans le même ordre d'idées, l'école, déjà l'école primaire, doit devenir un milieu social, la classe une communauté qui préparera à celle des adultes. « Pour l'enfant, dit Paul Perret dans la *Sentinelles* du 25 avril 1961, la classe sera sa cité et les événements qui s'y dérouleront seront ses affaires publiques. Ainsi, ces notions, vécues dans un milieu à la mesure des gosses seront, par la suite, faciles à transposer sur le plan de la vie adulte et dans les différents secteurs de notre politique communale, cantonale et fédérale. »

Les enfants jouent, avec quel sérieux, avec quel enthousiasme, le jeu qui leur permettra de devenir des citoyens actifs, solidaires et responsables!

b) Accès aux études et à l'apprentissage

Nous revendiquons l'instruction et l'éducation pour le peuple entier. Le devoir de la société est de mettre en évidence les aptitudes de chacun de ses membres pour faire de lui un élément actif de la collectivité.

Les années d'option, ainsi que les épreuves psychologiques et psychotechniques décéléreront ces aptitudes. Aucune entrave (voir, plus loin, notre position au sujet des bourses) n'empêchera l'adolescent intelligent et de tournure d'esprit intellectuelle de poursuivre ses études, l'adolescent intelligent, pratique et adroit d'accéder aux écoles techniques et aux apprentissages évolués.

La superstition de l'intellectualisme, née dans les sociétés antiques de la division du travail entre le patriciat et la plèbe, va disparaître. Tout métier est noble s'il est un vrai métier, s'il contribue à la création, ou à la présentation, ou à la distribution, ou à la consommation des biens et des valeurs.

J. Moch remarque qu'en France 20% des fils d'ouvriers s'engagent dans les études, tandis que cette proportion atteint 80% chez les fils des cadres de l'industrie et du commerce et des hauts fonctionnaires. La classe ouvrière ne peut donner qu'à deux sur dix de ses fils une instruction complète, tandis que cette proportion atteint huit sur dix pour d'autres professions paternelles. A cette statistique, qui ne tient pas compte de l'ascension sociale qui s'effectue à chaque génération, qui néglige aussi l'hérédité de l'intelligence, j'en préfère une autre, moins générale et plus scientifique, celle du professeur Rey, de Genève. Rey constate que 10% des enfants du degré primaire font de meilleures épreuves de connaissances que la moyenne des enfants du degré secondaire et que 10% des enfants du degré secondaire obtiennent de plus faibles résultats que la moyenne des enfants du degré primaire. Voilà 20% de nos enfants qui sont, en général à cause de la structure sociale, soit frustrés, soit favorisés.

Cette statistique nous rassure quant à la perméabilité des couches sociales, elle annonce la venue d'un nouvel ordre de choses, elle sanctionne l'effort que nous poursuivons depuis un demi-siècle pour que s'abattent les barrières de classes, elle nous encourage à poursuivre cet effort. Un enfant sur cinq mal orienté au départ, et cela à Genève, dans une ville qu'on peut placer à la tête du progrès pédagogique, c'est beaucoup trop; sûrement qu'ailleurs la proportion est encore plus forte.

Un postulat encore: celui de l'observation continue des enfants au cours des années dites d'option, de l'orientation (et qu'elle ne soit pas prématurée) obligatoire et gratuite des adolescents, de la création et du développement des services publics de protection de l'enfance se substituant peu à peu aux œuvres privées.

c) Les études et l'apprentissage

L'enseignement secondaire inférieur, gêné par le carcan des programmes, engoncé dans l'intellectualisme et le formel, est resté plus traditionaliste que l'enseignement primaire. La maîtrise et le dévouement des professeurs ne sont pas mis en cause ici; mais ils n'ont

en général pas la préparation pédagogique et psychologique des instituteurs et n'ont que peu d'influence éducative sur des jeunes gens et des jeunes filles qui ne suivent leurs cours que quelques heures par semaine.

Plus encore que l'école primaire, le collège classique et le collège moderne ont besoin d'ouvrir leurs fenêtres sur la nature et sur la vie. Tout ce que nous avons dit de l'humanisme dans l'enseignement primaire s'applique a fortiori à l'école secondaire.

Ouverte à tous, aux enfants des pauvres comme à ceux des riches, grâce à la suppression de l'écologie et à la gratuité du matériel, grâce aussi aux facilités de transport accordées aux écoliers des banlieues et des campagnes, l'école secondaire, en un siècle où se dessine la domination de l'homme sur la machine, donc des loisirs accrus, jouera un rôle prépondérant dans l'accès à la culture d'un nombre toujours croissant de jeunes.

On doit à la vérité de déclarer que le degré secondaire supérieur jouit d'un statut privilégié: il n'a plus à se soucier des apprentissages élémentaires, il peut ouvrir aux adolescents, en cette période si riche et si passionnée de leur vie, des horizons nouveaux. Et, surtout, on ne triche pas avec le gymnase! Les exigences intellectuelles du degré secondaire supérieur sont telles qu'une sévère sélection s'amorce: seuls ceux qui font preuve d'intelligence et de volonté en sortent vainqueurs. Combien de « fils à papa », favorisés au départ par une sélection sociale, ont mordu là la poussière!

Certes, nous devons noter qu'il y a loin de la réalité à l'absolue, à l'idéale justice... L'étudiant fils d'ouvrier a bien du mérite, puisqu'il fait ses humanités au sein d'une famille qui ne peut lui venir en aide, face au fils d'avocat qui profite de la bibliothèque paternelle et de la conversation d'un milieu cultivé.

Nos professeurs de l'enseignement secondaire supérieur devront se préoccuper de ce problème et pallier l'injustice sociale par les moyens que leur vocation leur suggérera.

Faut-il étendre la gratuité de l'enseignement jusqu'au baccalauréat et à l'université? Cette mesure, indépendamment du fait qu'elle chargerait par trop les finances publiques (plus on gravit les degrés de l'enseignement et plus les études coûtent cher) n'est-elle pas démagogique? Ne soustrait-elle pas à la collectivité un argent dont elle a besoin? Un directeur de gymnase, décidé de tirer au clair les demandes de réduction d'écologie dont bénéficient les familles ayant plusieurs enfants, s'est adressé au registre public; il a alors remarqué que les ressources annuelles déclarées par les pères de ses grands élèves variaient de 5000 à 90 000 fr.! N'y a-t-il pas d'autres moyens que de donner à celui qui a en même temps qu'à celui qui n'a pas?

L'école normale du type français, parallèle à notre degré secondaire supérieur, introduit prématurément les branches profession-

nelles aux dépens de l'humanisme. Constatation d'autant plus grave que, nous l'avons vu, l'instituteur tient le premier flambeau de la culture et allume au cœur des petits le feu sacré de la connaissance et du beau. Il faut donc préférer le système en usage à Bâle, à Genève, à Neuchâtel et, d'une façon moins accusée, à Zurich: le passage du futur normalien par le gymnase puis son entrée en apprentissage, dans une école normale qui devient ainsi un institut pédagogique. Ayant reçu leur part d'humanités, les maîtres primaires ne seront plus des intellectuels au rabais et ne souffriront plus d'un sentiment d'infériorité.

La formation d'un corps enseignant primaire de qualité sera l'un des premiers soucis de tout Etat démocratique. Or, que constate-t-on? L'élite des jeunes gens déserte l'école normale et va peupler les bancs académiques. Il n'y a qu'une solution à cet état de choses: une sérieuse revalorisation de la fonction enseignante primaire. Le même problème se présente tout aussi aigu chez les professeurs, surtout chez les scientifiques. La recherche paie mieux que l'enseignement!

Passons à l'université. Nous en avons, en Suisse, compte tenu de l'exiguïté du territoire, un nombre élevé, et leur équipement, surtout scientifique, coûte cher au pays. Faut-il le regretter? Non! Cette décentralisation est gage de démocratisation de l'enseignement supérieur. Nombre de jeunes gens, issus des milieux ouvriers, n'ont dû qu'à la proximité géographique d'une université la chance d'achever le cycle de leurs études; autrement, ils n'auraient pas osé y penser... Au moment où seuls les livres, les cours et les inscriptions à la faculté grèvent le budget familial, les parents se décident ou se laissent convaincre.

Ancienne corporation médiévale toujours en guerre contre les autorités locales, soutenue par la papauté dans sa lutte contre les prétentions de l'évêque du lieu, l'université a conservé le sens de la liberté, son autonomie, sa hiérarchie. Les maîtres de l'alma mater tiennent à cette indépendance de pensée et de travail. Leurs étudiants, dans leur fougue juvénile, affichent volontiers des opinions extrémistes allant du maurrasisme à l'anarchie et aux formes extrêmes du marxisme. Le phénomène n'est pas nouveau: pensons au rôle de « Zofingue » dans le radicalisme révolutionnaire de 1848. Actuellement, les étudiants, groupés dans de solides fédérations, se préoccupent des problèmes sociaux. Nous verrons plus loin, au sujet des bourses, les excellents rapports de la Fédération des étudiants de l'Université de Neuchâtel et de l'UNES.

Si l'on ne peut que s'incliner devant le travail accompli par l'université, devant la science et la vocation de ses maîtres, il faut tout de même se poser la question: « Que fait-elle pour la culture populaire? » Alors qu'au siècle passé les professeurs universitaires poursuivaient parallèlement à leur enseignement une activité de vulga-

risation, aujourd'hui – et c'est fatal vu les nécessités de la recherche et l'utilité des contacts internationaux qui arrachent bien souvent les maîtres à leur chaire – l'université s'écarte du pays et du peuple. Un fossé se creuse. On se satisfait de quelques conférences universitaires, souvent trop académiques, on se contente d'ouvrir à l'occasion les locaux, on donne de haut une bénédiction à l'université populaire, dont les professeurs sont surtout des maîtres secondaires... Heureusement que quelques sociétés académiques ou savantes – citons à Neuchâtel l'activité originale de l'Institut neuchâtelois – font le pont entre la masse et l'élite.

Les bibliothèques universitaires deviennent des musées réservés aux initiés. Un professeur à l'école normale, désirant étudier avec ses étudiants, sur place, une formation géologiques classique, a naïvement demandé le prêt d'une carte à l'université. Quelle présomption! Ces centaines de cartes géologiques dont l'intérêt principal lui paraissait consister en une confrontation avec la « chose », avec le terrain, ne sortent pas de leur casier!

La démocratisation de l'enseignement supérieur ne consiste pas seulement en des facilités matérielles données aux étudiants issus du peuple, mais en une revision de l'attitude de l'université vis-à-vis du peuple.

*

Des études, passons à l'apprentissage. Nous avons déjà plaidé la cause d'une égale dignité de tous les métiers. Le paradoxe, c'est que les élites, les intellectuels, en sont davantage persuadés que la masse, qui, dans sa simplicité, compare les traitements et les salaires et ferait mieux d'opposer aux modestes rétributions des ouvriers manuels et des ouvriers intellectuels les bénéfices commerciaux et spéculatifs, les tantièmes et les dividendes...

Reprenons l'image de l'arbre, du tronc commun, des branches qui sont les apprentissages, de leurs ramifications qui symbolisent le travail humain. Ce ne sont pas les plus hautes branches du pommier, celles qui paraissent s'élancer vers le ciel, qui donnent le plus de pommes... L'arbre de Judée, le cacaoyer, ont des fleurs fertiles qui naissent à même le tronc.

Donc, tout apprentissage, même bref, toute occupation utile, même sans apprentissage, confèrent à l'humain sa noblesse. Si nous nous sommes étendus sur le problème des études, n'en déduisez pas que nous tenions pour accessoires les problèmes de l'apprentissage. Non! Notre propos est de traiter du droit à la culture de tous les travailleurs, et nous avons vu au début que la culture s'oppose à la spécialisation, donc à l'apprentissage. Pour l'adolescent et l'adulte engagés dans la voie du métier, la culture est une adjonction, mais ne fait pas partie de sa spécialité.

Nous avons remarqué que les écoles professionnelles doivent chercher à alimenter la flamme du savoir et de la curiosité, née dans une école primaire vraiment humaniste.

L'institut professionnel à cours complet, voilà la formule la meilleure, parce que perfectible. Dans une telle école, quelle qu'elle soit, technicum, école de commerce, école d'agriculture... de fromagerie, de sculpture, de céramique, de décoration, et j'en passe (ces exemples soulignant la possibilité que nous aurions de créer, pour tous les métiers, des écoles), il y aurait place pour tous les aspects du métier. Non seulement pour l'aspect gestuel et purement technique, mais pour son histoire, pour son esthétique, pour ses multiples aspects dans d'autres pays, chez les autres races humaines, pour les problèmes sociaux qui en découlent.

Or que constate-t-on? Les professeurs de l'enseignement agricole, par exemple, parcourent des programmes – fédéraux! – si étendus qu'ils ne s'en tirent que par une galopade verbale et leurs élèves par un effort constant de simple mémorisation.

L'institut professionnel à cours complet sera la meilleure formule, mais seulement quand les responsables prendront conscience de la valeur d'humanités de l'enseignement technique.

Grâce à l'admirable équipe d'inspecteurs, de directeurs et de professeurs de l'enseignement technique qui, en France, s'est inspirée du rapport Langevin, les internats professionnels dénommés « centres d'apprentissage » de ce pays ouvrent la voie à l'humanisme technique par la culture des apprentis du technique. Exemple dont on ferait bien de s'inspirer chez nous...

Mais la plupart de nos apprentis ne fréquentent pas des écoles techniques à cours complets. Souvent, leur patron d'apprentissage ne voit que l'atelier, ne comprend pas le sens profond de la législation fédérale de 1930, leur accorde de plus ou moins bonne grâce les congés hebdomadaires nécessaires aux cours professionnels. Ils vivent, ces apprentis, dans deux mondes coupés l'un de l'autre et qui leur paraissent étrangers: d'une part, un atelier où compte l'habileté manuelle surtout; d'autre part, des leçons théoriques où ils retrouvent trop souvent le climat dont, ayant l'esprit plutôt tourné vers les choses concrètes, ils avaient souffert à l'école primaire. Seuls l'enseignement technologique et celui du dessin font la liaison; et encore... Dans une école des arts et métiers que je connais (quel beau nom si le contenu répondait à l'étiquette), les apprentis carrossiers dessinent des robinets parce que, trop peu nombreux, ils sont joints aux appareilleurs!

La critique à laquelle je soumetts l'enseignement technique est bien dure, apparemment un peu injuste. Car partout des directeurs, des professeurs et des maîtres de pratique, des patrons aussi, suppléent par leurs qualités humaines et par leurs initiatives au défaut du système. Mais cette critique a le mérite de faire comprendre à

nos lecteurs qu'ici aussi le salut viendra de l'extérieur, des réactions de l'aile agissante du peuple. Quand tous nos responsables, si souvent membres de commissions d'école ou d'apprentissage, auront compris la nécessité d'un humanisme technique accordé à notre ère mécanicienne (le mot est de Bergson), quand ils défendront en toutes circonstances les thèses élaborées ici, l'aube d'une culture populaire sera proche.

Nous aurons obtenu, pour les écoles de perfectionnement professionnel, un enseignement des connaissances pratiques et théoriques par des procédés pédagogiques modernes. Le bâtiment, le mobilier, les moyens didactiques, les outillages seront l'objet du même soin que celui qu'on accorde à l'enseignement culturel. Les professeurs, les maîtres de pratique ne seront pas affectés à des classes de traitement inférieures, indignes de fonctions si importantes pour notre économie nationale.

Pour les apprentis, les heures de cours seront comprises dans le temps de travail de l'apprentissage. Et, naturellement (voir plus loin), les mêmes dispositions financières qui permettent à tous les jeunes l'accès aux études vaudront aussi pour l'enseignement technique. Notre pays a surtout besoin de cadres scientifiques et techniques; jamais nous ne ferons trop dans ce domaine.

d) Le problème des bourses

Avant d'en parler, il faut d'abord plaider la cause d'une gratuité véritable de l'enseignement et de l'apprentissage. Gratuité totale pendant les années de scolarité obligatoire, gratuité très largement interprétée dans les écoles secondaires, gymnasiales et professionnelles.

L'école gratuite? Expliquons-nous! Dans biens des cantons, les mères des enfants du degré primaire prélèvent sur leur maigre budget l'argent réclamé par la maîtresse d'ouvrages, le maître de dessin ou de travaux manuels. Une gratuité digne de ce nom comprendra la suppression des écolages, la distribution des livres et du matériel, qui, plus on gravit l'échelle scolaire, sont lourdes au budget familial. Les secrétariats d'écoles seront déchargés de cette comptabilité de boutiquiers qui occupe le plus clair de leur temps!

Avant de parler de bourses, il faut aussi résoudre le problème des déplacements pour les élèves des écoles régionales. L'éloignement de l'école ne sera plus un argument valable pour empêcher les enfants qui en seraient dignes de suivre un enseignement au chef-lieu.

La bourse d'études, terme qui ne doit pas heurter la susceptibilité des intéressés! Les riches enquêtes des fédérations des étudiants dont nous avons parlé posent en principe que *la période d'apprentissage ou d'études est un investissement pour la société, un placement*

intelligent que fait l'état. C'est un honneur d'être boursier, mais que les jeunes le sachent: noblesse oblige!

Peut-être que nos enfants verront une société fondée sur la justice égale à l'intérieur des nations et où le problème des bourses ne se posera plus ou d'une façon tout à fait différente. Mais évitons l'utopie et résolvons nos problèmes à la mesure du temps présent.

De sérieux progrès sont déjà réalisés un peu partout où la bourse a perdu son caractère vexatoire. Dans le canton de Neuchâtel, grâce aux efforts de Camille Brandt, alors conseiller d'Etat chargé du Département de l'instruction publique, des mesures législatives ont permis l'octroi de bourses plus substantielles et distribuées discrètement. Et ce canton, comme d'autres, est sur le chemin d'une véritable démocratisation de l'enseignement.

Je suis le professeur principal de normaliens qui sont boursiers dans une proportion de 35%. Mais je ne sais pas lesquels le sont. Seuls le directeur de l'école et le fonctionnaire chargé de ce service au département connaissent les bénéficiaires. Les formalités d'octroi sont simplifiées: l'étudiant fait lui-même sa demande et les parents l'appuient par leur signature. Pas de questionnaires qui sont une intrusion dans la vie privée des familles, pas de démarches multiples et vexatoires: le registre public des impôts, consulté par le directeur, empêche simplement tout abus: la demande conserve un caractère humain.

Quelle différence entre ce système et celui d'une localité où la bourse est mise à l'enquête par la Commission d'école et où, au Conseil communal, un tel dira (authentique): « Moi je ne comprends pas que ces gens osent... ils ont du culot! », où tout un grand village finira par connaître le statut boursier du « pauvre » étudiant.

On devrait aussi revoir la conception de l'attribution de sommes dérisoires, emplâtres sur une jambe de bois, ou constituées de parts multiples, soutirées à gauche et à droite, sollicitées de la commune, de l'Etat, de pro ceci et pro cela, de bonnes œuvres et de fonds variés. Procédure compliquée qui, au surplus, engage trop de gens dans un mécanisme de démarches humiliantes.

Les bourses et l'orientation, par définition, sont un seul problème; dans une société humaniste, elles seront traitées en liaison constante. La commune du Locle, dans ce domaine, innove. Le fonctionnaire chargé du service se renseigne quant aux résultats des tests d'orientation et, quand ils sont bons et que la famille est d'un milieu modeste, il prend l'initiative de propositions aux parents. C'est la collectivité tout entière, représentée par la commune, qui distingue le futur boursier.

Au niveau universitaire, la bourse, plus qu'ailleurs, sera substantielle, permettra à l'intéressé de vivre décemment, de ne pas se priver de toute activité culturelle, de constituer un embryon de biblio-

thèque. Le prêt d'honneur, à ce niveau, peut s'envisager; cependant, cette forme d'aide, souvent, retarde le moment déjà bien tardif où, ses études terminées, l'intellectuel songe à fonder son foyer. Il est au surplus une notion discutable.

Nous manquons de cadres, surtout scientifiques et techniques. B. Muralt remarque que cette grave situation comporte un aspect positif: les autorités cantonales ne lésinent plus autant quant aux besoins de l'enseignement et à l'octroi de facilités. Quelques régions du pays, économiquement pauvres, restent malheureusement en arrière. Le problème de la formation des cadres se pose donc à l'échelon national. La Confédération l'a compris, puisqu'elle subventionne par 7 millions de francs (indépendamment des sommes versées à la recherche atomique) le Fonds national pour la recherche scientifique permettant à combien d'étudiants avancés et doués de se préparer à la relève.

Terminons ce chapitre sur les bourses en extrayant du rapport FEN quelques renseignements sur l'origine des revenus de l'étudiant à l'Université de Neuchâtel.

Plus de la moitié d'entre eux les tirent de subsides que leurs parents leur allouent; ceux-ci, quelquefois, se saignent afin de permettre à leurs enfants d'étudier.

Un nombre élevé d'étudiants complètent leurs ressources grâce aux activités qu'ils mènent parallèlement à leurs études. Il ne s'agit pas pour eux d'augmenter leur argent de poche, comme on le croit trop communément, mais de trouver un complément indispensable de revenus.

Beaucoup d'étudiants ont une « fortune personnelle »... Entendons par là qu'ils ont travaillé et économisé avant d'entrer à l'université.

Enfin, quatre seulement des vingt-cinq bourses universitaires suffisent à couvrir l'entretien complet du bénéficiaire.

e) Perfectionnement professionnel des adultes

Il arrive souvent que les meilleurs d'entre les ouvriers (au sens large du terme), conscients de ne pas occuper la place à laquelle leurs goûts ou leurs mérites les destinaient, cherchent à compléter leurs études au prix d'efforts exceptionnels, au détriment, bien entendu, de leur vie de famille. Citons ici l'exemple d'un de nos camarades maçon, âgé de 50 ans, qui, après dix ans de labeur acharné, va passer sa maîtrise.

Relatons également l'expérience émouvante à laquelle, de par nos fonctions, nous sommes intéressé: pour parer à la pénurie d'enseignants, un appel a été fait, dans le canton de Neuchâtel, au niveau du certificat de capacités (ouvriers et commerçants); objets d'une sélection rigoureuse (une trentaine sur deux cents qui se sont infor-

més, sur cent qui se sont inscrits), aidés par l'Etat, qui leur assure un minimum vital décent, des pères et des mères de famille vont passer de l'atelier, du bureau ou de la fabrique dans le corps enseignant. Comme celles de Zurich, de Bâle et de Berne, l'expérience tentée à Neuchâtel est positive: les candidats témoignent d'une véritable vocation; mûris par la vie, enrichis de leurs expériences antérieures, ils s'égalent à nos étudiants réguliers. Et nous avons, de plus, la satisfaction de remédier, à cette occasion, à d'anciennes injustices sociales.

On a cru résoudre le problème du perfectionnement et du changement d'orientation par les universités du soir ou en chargeant l'université ouvrière de ce soin. L'université ouvrière se détourne donc de son véritable but, culturel, pour devenir une institution professionnelle préparant des cadres « au rabais ». Ph. de Coulon, avec raison, est sévère dans sa critique d'un tel déviationnisme: « Il serait asocial que l'université populaire offre la possibilité, au même titre que l'université officielle, de se spécialiser aux travailleurs qui ont peiné toute la journée, alors que les étudiants peuvent travailler en toute tranquillité pendant les heures du jour. »

La cause me paraît entendue. Il n'y a qu'une solution au problème du perfectionnement professionnel des adultes: la mise en congé, le congé d'études, droit du travailleur d'élite. Chaque cas sera traité pour lui-même avec l'aide de l'employeur, qui souvent trouvera profit à ce perfectionnement professionnel d'un collaborateur apprécié, avec l'aide, à l'occasion, des pouvoirs publics. Très souvent, l'intéressé caresse depuis longtemps son projet et a mis de côté des économies pour le réaliser.

Non, encore une fois: le rôle de l'université ouvrière est d'être un foyer de culture pour les adultes et non pas une « boîte à bachots »!

4. L'éducation des adultes

Nous invitons nos lecteurs à se reporter au chapitre 2 du présent article, intitulé « Vers un nouvel humanisme ».

Mais que l'on n'oublie pas la distinction importante entre deux notions différentes l'une de l'autre, culture et loisirs! Tel film, tel livre, telle excursion ont vertu de culture pour les uns, ne font que passer le temps aux autres. J'irai jusqu'à dire que la culture n'est impartie qu'à ceux qui observent une attitude réceptive à son égard.

Constatons que ce qui manque à l'homme, ce n'est pas le désir d'un perfectionnement professionnel; chacun, dans sa sphère, s'y emploie: cours, conférences, visites industrielles... Saluons ces bonnes volontés.

Ce qui manque à l'homme d'aujourd'hui, c'est la préparation à la culture, celle que nous donnerons à l'avenir aux enfants si l'école

tient ses promesses. En attendant, nous comblerons ce vide par des palliatifs.

Dans le riche éventail des possibilités actuelles de culture pour les travailleurs, éventail qu'il serait passionnant de vous présenter, choisissons-en une ou deux.

L'université ouvrière ouvre les horizons de la science, des lettres et des arts aux travailleurs. Elle répond d'abord aux besoins de la classe ouvrière, de toutes les classes sociales la plus dépourvue en matière d'instruction. Mais elle répond aussi au besoin des spécialistes instruits, qui craignent les œillères de leur spécialisation.

Elle devrait attirer les foules. Or qu'arrive-t-il? Une enquête faite par le Conseil de l'Université populaire de Neuchâtel montre que ses auditeurs se recrutent dans la société moyenne. On n'y rencontre, hélas, que 5 ou 6% d'ouvriers, alors qu'elle a été créée spécialement pour eux.

Cela pour deux raisons: la première, c'est que, malgré les mises en garde prodiguées par des éducateurs avertis, l'université ouvrière reprend les méthodes stériles des conférences et des cours. Elle s'est dépêchée d'épouser la tradition scolaire, la scolastique millénaire. Audition plus que discussion, courant unilatéral au lieu d'échanges d'idées et de débats. Le professeur, de sa place surélevée, donne sa leçon. Qu'il en descende, qu'il vienne s'asseoir parmi les étudiants et stimule leurs recherches, individuelles et par groupes, à l'aide de documents et de fiches!

La deuxième raison, c'est que dans les conditions actuelles du travail humain l'ouvrier se trouve, le soir, trop fatigué pour se cultiver. Constatation alarmante, qu'il faut avoir le courage d'énoncer nettement. Est-ce à dire que notre effort a été vain? Non! Songeons à l'avenir, songeons au temps où, les loisirs augmentant, la peine des hommes diminuant, ils seront disponibles pour la culture. Et, en attendant, réformons les méthodes de l'université ouvrière.

On pourrait trouver d'autres raisons du peu d'audience de cette réalisation: l'accent manque sur les sciences sociales et humaines, domaine dangereux pour les professeurs, où s'affronteraient, dit Ph. de Coulon, avec le plus de violence les idées, parce que les hommes y sont à la fois juges et parties. L'accent manque aussi sur les arts et la géographie. Le succès encourageant de tels cours, quand ils sont bien donnés, le prouve.

Les centres d'éducation ouvrière et les cercles d'études syndicalistes ont longtemps préfiguré l'activité des universités ouvrières. Encore aujourd'hui y viennent des ouvriers qui, malheureusement, par une sorte de fausse pudeur et par sentiment d'infériorité, n'ont pas encore trouvé le chemin de l'université ouvrière.

Là où cohabitent l'université ouvrière et le centre d'éducation, ce dernier peut abandonner certains de ses cours au profit de la première. Doit-il disparaître pour autant? Des expériences bien

positives montrent que, dans le domaine des voyages, des excursions, des visites artisanales, industrielles ou des services publics, nos centres d'éducation ouvrière ont encore un rôle à jouer.

« L'éducation et la culture ne sont jamais terminées. » Il vaut mieux mourir le soir que le matin : ce dicton populaire qu'on cite plaisamment au moment où nos connaissances s'enrichissent d'une information nouvelle, révèle l'aspiration profonde de l'homme à la culture. Je viens de parler de deux institutions spécialement chargées d'approfondir et d'élargir l'instruction et l'éducation générales du peuple. Il y en a d'autres. Que nos lecteurs n'oublient pas la longue liste d'activités mentionnées plus haut, qui vont de la démarche personnelle, la lecture par exemple, à l'activité collective, par exemple les voyages de groupes. Elles comprennent les lettres, les arts, les sciences, sans oublier, bien sûr, les sciences sociales. Toutes, si l'intéressé le veut bien, peuvent avoir une influence culturelle.

Toutes aussi peuvent servir à occuper tout simplement les loisirs des travailleurs. Loisirs nobles, que nous pourrions opposer, d'une part, au bricolage, au jardinage, au sport individuel, simples occasions de détente et d'équilibre heureux du corps ; que nous pourrions opposer, d'autre part, aux douteux loisirs de masse (spectacles sportifs, cinéma à vedettes, salons de jeux, littérature du cœur) que nous offrent les entreprises qui se chargent d'organiser nos loisirs.

Cette question des loisirs mérite d'ailleurs de plus amples développements et pourrait faire l'objet, à elle seule, d'un nouvel article.

Conclusions

Puissions-nous avoir réussi à démontrer que les syndicats, les coopératives, les partis de gauche se préoccupent non seulement de leurs tâches politiques et sociales, mais de leurs tâches culturelles. Non point parce que le sujet est à la mode, non point par acquit de conscience, mais parce que le bonheur de l'humanité est intimement lié non seulement à une vie matérielle mieux assurée, mais à la satisfaction de ses désirs intellectuels et éthiques. Le rôle des militants, chez qui ces désirs sont conscients, c'est d'en rendre consciente la classe ouvrière tout entière ; c'est d'être aussi, par leur participation aux activités culturelles de leur milieu, le véhicule de l'humanisme futur.

Doit-on en inférer que nous aurons une « doctrine culturelle » ? Non ! L'humanisme, on l'a dit, ne tolère pas de qualificatif et nous nous méfions de toute culture orientée, viendrait-elle même de l'Etat. La culture ne doit ni asservir ni contraindre, elle doit former le jugement personnel. Elle doit armer l'homme pour le libérer de

lui-même et de ses faiblesses. Elle doit à l'occasion le faire réfléchir aux faiblesses des autres, aux initiatives inutiles et douteuses, viendraient-elles même des autorités constituées. Notre idéal place l'individu au-dessus de l'Etat.

Dans notre monde en mouvement, l'humanisme et la culture risquent souvent de s'affronter aux conquêtes scientifiques. Veillons à ce que le milieu technique, que nous avons défini plus haut, n'opprime pas la personne et la pensée humaine.

Depuis des siècles, le prolétariat opprimé aspire à la justice sociale et à la culture. Nous nous souviendrons du mot de Michelet: « La fonction des vivants est de réaliser le rêve des morts », et nous militerons en conséquence.

Au fil du temps

Par Jean Möri

Le problème du logement

Au cours de la session de mars du Conseil national, le problème du contrôle des loyers et de la surchauffe économique préoccupa tout spécialement les mandataires du peuple.

Une interpellation du président de l'Union syndicale suisse, Hermann Leuenberger, invitant le Conseil fédéral à reconsidérer sa décision du 26 février d'autoriser une hausse générale de 7% des loyers, n'a pas été discutée. L'interpellateur eut cependant la possibilité d'exposer son point de vue. Ce qui permit au conseiller fédéral Schaffner de placer un discours fulminant contre ceux qui n'ont pas voulu suivre le cours libéral préconisé par le gouvernement et lui ont imposé le fameux arrêté fédéral du 21 décembre 1960 sur les loyers des biens immobiliers et la caisse de compensation des prix du lait et des produits laitiers valable jusqu'au 31 décembre 1964. Ainsi, il prétendit rendre l'Union syndicale responsable de cette hydre à trois têtes qui prévoit le contrôle des loyers, ou leur surveillance, ou même la libération complète de toute surveillance ou contrôle des loyers libérés jusqu'au 31 décembre 1960.

Or, chacun sait que l'Union syndicale n'avait finalement accepté cette protection insuffisante que pour sauvegarder au moins un minimum de contrôle, indispensable à son avis. Si l'Union syndicale s'était opposée à ce projet, les propriétaires des logements anciens auraient conquis l'entière liberté de traiter directement avec le locataire, libre d'accepter uniquement l'ukase sous peine de voir